

## Risque-pays

# Les dangers qui planent sur le Maroc

● Dans sa livraison 2014, le rapport du think thank Fund for Peace sur la fragilité des États et les risques de défaillance classe le Maroc à la 92<sup>e</sup> place, en régression d'un rang en comparaison avec l'année dernière. La mauvaise note du royaume s'explique surtout par l'inefficacité de ses services publics pour les secteurs de la santé et de l'éducation.

Le think thank Fund for Peace vient de rendre public son rapport 2014 qui classe les États en fonction de leur risque d'exposition à la faillite. Le Maroc y figure à la 92<sup>e</sup> place et fait partie des pays «en danger de défaillance» à côté de pays comme le Cap vert ou la Turquie. Le

royaume a régressé d'un rang par rapport à 2013 alors qu'il était classé 87<sup>e</sup> en 2012. Le Fund for Peace, réalisé en collaboration avec la revue Foreign Policy, a établi son classement sur une base de 12 indices sociaux, économiques et politiques notés chacun de 1 à 10 : pressions démographiques, réfugiés

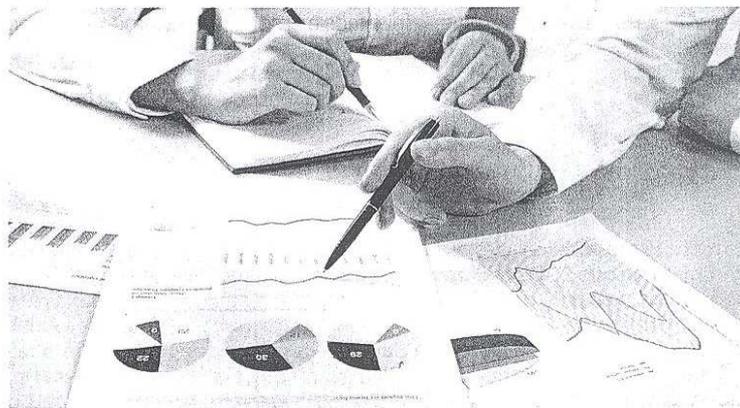
et populations déplacées, tensions entre groupes, capital intellectuel et «fuite des cerveaux», développement économique irrégulier et inégalités de répartition, pauvreté et déclin économique, légitimité étatique, services publics, respect des droits de l'homme, appareil sécuritaire, influence des élites, compétition électorale, interventions externes... Le Maroc a obtenu la note globale de 74,4 sur 120. Plusieurs insuffisances et dysfonctionnements ont contribué à ce mauvais classement et sans surprise, ce sont les secteurs pointés du doigt par nombre d'institutions nationales et internationales qui ont tiré le royaume vers le bas. Ainsi, le Maroc obtient une note de 6,6/10 pour la corruption politique qui gangrène ses institutions, l'absence de transparence et le manque de confiance dans les départements gouvernementaux. Le rapport attribue au royaume la note de 6/10 pour son dispositif sécuritaire avec la mention de bonne organisation et interaction entre les différents services sécuritaires garantissant la stabilité du pays, mais la mauvaise note du royaume s'explique surtout par l'inefficacité de ses services pu-

blics pour les secteurs de la santé et de l'éducation, indicateur où il récolte la maigre note de 5,9 sur 10. Cela dit, le Maroc devance toujours ses voisins maghrébins. L'Algérie et la Tunisie arrivent loin derrière en se classant 71<sup>e</sup> et 78<sup>e</sup> en 2014 et en perdant respectivement 5 places et 2 places par rapport à l'année précédente, mais ils font tous partie des «pays à vulnérabilité préoccupante» (35 à 126<sup>e</sup> place). Il convient de souligner que les pays qui figurent dans le bas du classement des 178 États passés au crible sont ceux qui présentent le risque le plus faible. En effet, le rapport du Fund for Peace classe les pays par ordre décroissant vis-à-vis de l'importance du risque. En tout, quatre catégories de pays se distinguent : les pays à vulnérabilité forte (1<sup>er</sup> à 34<sup>e</sup>), les pays à vulnérabilité préoc-

**Le royaume a régressé d'un rang par rapport à 2013 alors qu'il était classé 87<sup>e</sup> en 2012.**

cupante (35<sup>e</sup> à 126<sup>e</sup>), les pays à risques modérés (127<sup>e</sup> à 165<sup>e</sup>) et enfin les pays stables (166<sup>e</sup> à 178<sup>e</sup>). Néanmoins, le Maroc semble tirer son épingle du jeu vu le contexte régional. Mieux, il semble tirer profit de sa relative bonne gestion du printemps arabe qui lui a valu une progression de ses investissements directs étrangers (IDE). À titre d'exemple, les pays du Golfe comme le Koweït, le Qatar ou les Émirats Arabes Unis se classent dans la catégorie des pays moyennement menacés par un risque de faillite.

PAR **TARIK HARI**  
t.hari@leseco.ma



● Plusieurs insuffisances et dysfonctionnements ont contribué à ce mauvais classement.